

Laudato si, chapitre 5

Quelques lignes d'orientation et d'action

En guise d'introduction :

- un chapitre plus concret : sur le terrain des choix politiques
- une dénonciation de la faiblesse des réactions politiques, notamment au niveau international.
- un encouragement de toutes les solutions porteuses d'espoir de dialogue comme processus : une attitude pastorale. Paul VI : « *L'Église doit entrer en dialogue avec le monde dans lequel elle vit. L'Église se fait parole ; l'Église se fait message ; l'Église se fait conversation* » (ES 67).

Ce que dit le pape

LS 54 « La faiblesse de la réaction politique internationale est frappante. La soumission de la politique à la technologie et aux finances se révèle dans l'échec des Sommets mondiaux sur l'environnement. Il y a trop d'intérêts particuliers, et très facilement l'intérêt économique arrive à prévaloir sur le bien commun et à manipuler l'information pour ne pas voir affectés ses projets ».

EG 238 « Pour l'Église, en particulier, il y a actuellement trois champs de dialogue où elle doit être présente, pour accomplir un service en faveur du plein développement de l'être humain et procurer le bien commun : le dialogue avec les

États, avec la société – qui inclut le dialogue avec les cultures et avec les sciences – et avec les autres croyants qui ne font pas partie de l'Église catholique ».

LS 163. « Essayons à présent de tracer les grandes lignes de dialogue à même de nous aider à sortir de la spirale d'autodestruction dans laquelle nous nous enfonçons ».

LS 177. « On oublie ainsi que "le temps est supérieur à l'espace", que nous sommes toujours plus féconds quand nous nous préoccupons plus d'élaborer des processus que de nous emparer des espaces de pouvoir ».

Le plan du chapitre 2

- I. Le dialogue sur l'environnement dans la politique internationale [164-175]
- II. Le dialogue en vue de nouvelles politiques nationales et locales [176-181]
- III. Dialogue et transparence dans les processus de prise de décisions [182-188]
- IV. Politique et économie en dialogue pour la plénitude humaine [189-198]
- V. Les religions dans le dialogue avec les sciences [199-201]

1. Le dialogue sur l'environnement dans la politique internationale

Un tour d'horizon des grandes questions internationales relatives à l'environnement, avec l'évocation de quelques défis à relever :

- l'énergie : critique claire des énergies fossiles, à remplacer progressivement par des énergies renouvelables (165)
- la préservation des écosystèmes et de la biodiversité (167, 169)
- les émissions de gaz à effets de serre : critique du système des crédits carbone (170, 171)
- la protection des zones marines (174)

Quelques prises de position en matière de politique internationale :

- importance des accords internationaux malgré leurs maigres résultats

Les accords internationaux recensés dans le chapitre 5

Déclaration de Stockholm (1972)
Sommet planète Terre, Rio de Janeiro (1992)
Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et leur élimination (1989)
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone (1985)
Protocole de Montréal (1987)
Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20, Rio de Janeiro (2012)

- reconnaissance de la responsabilité des pays riches et de l'existence d'une dette écologique (51, 172)

- rappel de l'engagement constant du Magistère en faveur d'une « véritable Autorité politique mondiale » (175)

L'orientation du texte est clairement anti-libérale, sans pour autant condamner la mondialisation

Ce que dit le pape

164 « L'interdépendance nous oblige à penser à un monde unique, à un projet commun ».

51 « Il y a, en effet, une vraie “ dette écologique ”, particulièrement entre le Nord et le Sud, liée à des déséquilibres commerciaux, avec des conséquences dans le domaine écologique, et liée aussi à l'utilisation disproportionnée des ressources naturelles, historiquement pratiquée par certains pays ».

Pour une Autorité politique mondiale

« Pour le gouvernement de l'économie mondiale, pour assainir les économies frappées par la crise, pour prévenir son aggravation et de plus grands déséquilibres, pour procéder à un souhaitable désarmement intégral, pour arriver à la sécurité alimentaire et à la paix, pour assurer la protection de l'environnement et pour réguler les flux migratoires, il est urgent que soit mise en place une véritable Autorité politique mondiale telle qu'elle a déjà été esquissée par mon Prédécesseur, [saint] Jean XXIII ».

Benoît XVI, Caritas in veritate (29 juin 2009), n° 67

173 « Il manque des cadres régulateurs généraux qui imposent des obligations, et qui empêchent des agissements intolérables ».

175. Le 21^e siècle, alors qu'il maintient un système de gouvernement propre aux époques passées, est le théâtre d'un affaiblissement du pouvoir des États nationaux, surtout parce que la dimension économique et financière, de caractère transnational, tend à prédominer sur la politique.

2. Le dialogue en vue de nouvelles politiques nationales et locales

Encore un catalogue de constats, de critiques et d'encouragements, avec quelques options fortes.:

- insistance sur le rôle de l'Etat, du droit et des règles de comportement, des limites et des contrôles : éviter les mauvaises pratiques et encourager les bonnes.
- dénonciation de la « *myopie du politique* » (178).
- hommage appuyé aux initiatives de la société civile, selon le principe de subsidiarité

François apparaît comme un adepte du *think global, act local*

Ce que dit le pape

177 « Les limites qu'une société saine, mature et souveraine doit imposer sont liées à la prévision, à la précaution, aux régulations adéquates, à la vigilance dans l'application des normes, à la lutte contre la corruption, aux actions de contrôle opérationnel sur les effets émergents non désirés des processus productifs, et à l'intervention opportune face aux risques incertains ou potentiels. ».

Le principe de subsidiarité

« Toutes les sociétés d'ordre supérieur doivent se mettre en attitude d'aide ("*subsidium*") — donc de soutien, de promotion, de développement — par rapport aux sociétés d'ordre mineur » (Compendium n° 186).

Subsidiarité au sens positif : aide des entités d'ordre supérieur aux entités sociales plus petites.

Subsidiarité au sens négatif : abstention de tout ce qui restreindrait l'espace vital des cellules mineures et essentielles de la société, pour ne pas supplanter leur initiative, leur liberté et leur responsabilité.

178 « Le drame de l'“immédiateté” politique, soutenue aussi par des populations consuméristes, conduit à la nécessité de produire de la croissance à court terme ».

179 « La société, à travers des organismes non gouvernementaux et des associations intermédiaires, doit obliger les gouvernements à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux ».

180 « L'action politique locale peut s'orienter vers la modification de la consommation, le développement d'une économie des déchets et du recyclage, la protection des espèces et la programmation d'une agriculture diversifiée avec la rotation des cultures ».

181 « Les meilleurs mécanismes finissent par succomber quand manquent les grandes finalités, les valeurs, une compréhension humaniste et riche de sens qui donnent à chaque société une orientation noble et généreuse ».

3. Dialogue et transparence dans les processus de prise de décision

Développement important sur le processus de participation des acteurs locaux directement concernés dans l'élaboration et la prise de décision pour tout projet ayant un impact environnemental.

- difficultés de la mise en exercice du processus, du fait de l'inégalité des conditions d'accès aux éléments de la prise de décision, notamment à l'information des critères pour garantir la transparence, la sincérité, l'honnêteté la vérité d'un processus de prise de décision
- une grille d'aide au discernement (185)
- importance d'examiner des scénarios alternatifs (184) et d'appliquer le principe de précaution (186)
- ne s'oppose pas a priori à toute innovation technologique (187)

Malgré ce souci d'un processus de dialogue honnête et sincère, le consensus n'est pas toujours présent (188)

Le principe de participation :

« La participation est un devoir que tous doivent consciemment exercer, d'une manière responsable et en vue du bien commun » (Compendium n° 189).

Le principe de précaution :

« En cas de risque de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ».

(Principe 15 de la Déclaration de Rio, 1992)

Ce que dit le pape

182 « La prévision de l'impact sur l'environnement des initiatives et des projets requiert des processus politiques transparents et soumis au dialogue ».

183 « Une étude de l'impact sur l'environnement ne devrait pas être postérieure à l'élaboration d'un projet de production ou d'une quelconque politique, plan ou programme à réaliser ».

183 « La participation requiert que tous soient convenablement informés sur les divers aspects ainsi

que sur les différents risques et possibilités ; elle ne se limite pas à la décision initiale d'un projet, mais concerne aussi les actions de suivi et de surveillance constante. La sincérité et la vérité sont nécessaires dans les discussions scientifiques et politiques, qui ne doivent pas se limiter à considérer ce qui est permis ou non par la législation ».

186 « Ce principe de précaution permet la protection des plus faibles, qui disposent de peu de moyens pour se défendre et pour apporter des preuves irréfutables ».

4. Politique et économie en dialogue pour la plénitude humaine

Retour à une réflexion éthique plus fondamentale :

- une critique du paradigme technico-financier : les critères économiques et financiers ne doivent pas avoir le dernier mot dans la prise de décision (189-190)

Le développement durable :

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».

Rapport Brundtland, ONU, 1987

Le développement intégral

« C'est promouvoir tout homme et tout l'homme, prendre en compte la croissance matérielle mais aussi spirituelle de la personne humaine ».

Populorum Progressio, Paul VI, 1967

Caritas in veritate, Benoît XVI, 2009

- une critique sévère des concepts de croissance et de développement durables : une logique qui peut être détournée pour prolonger un modèle pervers (2191-195).
- utilisation d'un mot tabou : la décroissance (193).
- condamnation des solutions de « *juste milieu* » (194)
- une invitation à « *redéfinir le progrès* » (194).

François reste dans sa logique de dialogue, avec les courants de l'écologie.

Ce que dit le pape

189 « La politique ne doit pas se soumettre à l'économie et celle-ci ne doit pas se soumettre aux diktats ni au paradigme d'efficacité de la technocratie ».

193 « De toute manière, si dans certains cas le développement durable entraînera de nouvelles formes de croissance, dans d'autres cas face à l'accroissement vorace et irresponsable produit durant de nombreuses décennies, il faudra penser aussi à marquer une pause en mettant certaines limites raisonnables, voire à retourner en arrière avant qu'il ne soit trop tard ».

193 « L'heure est venue d'accepter une certaine décroissance dans quelques parties du monde,

mettant à disposition des ressources pour une saine croissance en d'autres parties ».

194 « Dans ce cadre, le discours de la croissance durable devient souvent un moyen de distraction et de justification qui enferme les valeurs du discours écologique dans la logique des finances et de la technocratie ; la responsabilité sociale et environnementale des entreprises se réduit d'ordinaire à une série d'actions de marketing et d'image ».

194 « Sur ces questions, les justes milieux retardent seulement un peu l'effondrement ».

5. Les religions dans le dialogue avec les sciences

Une conclusion au chapitre. :

- incapacité des solutions purement techniques et scientifiques à résoudre seules la crise,
- appel à la mobilisation des ressources esthétiques, poétiques, culturelles et spirituelles de l'humanité. (199-200)
- insistance sur la nécessité que les religions s'impliquent dans le dialogue (201)
- dialogue indispensable entre les sciences et au sein de la militance écologiste

Ce que dit le pape

200 « Toute solution technique que les sciences prétendent apporter sera incapable de résoudre les graves problèmes du monde si l'humanité perd le cap, si l'on oublie les grandes motivations qui rendent possibles la cohabitation, le sacrifice, la bonté ».

201 « La majorité des habitants de la planète se déclare croyante, et cela devrait inciter les religions à entrer dans un dialogue en vue de la sauvegarde de la nature, de la défense des pauvres,

de la construction de réseaux de respect et de fraternité ».

201 « La gravité de la crise écologique exige que tous nous pensions au bien commun et avançons sur un chemin de dialogue qui demande patience, ascèse et générosité, nous souvenant toujours que " la réalité est supérieure à l'idée " » LS, 201. La citation finale est extraite d'EG 231.